



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.804/2/V
du 18 août 2015

advies 57.804/2/V
van 18 augustus 2015

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
dispositions diverses Intérieur'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen
Binnenlandse Zaken'

Le 3 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 19 août 2015 sur un avant-projet de loi 'portant dispositions diverses Intérieur'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 18 août 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX, conseiller d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Les rapports ont été présentés par Roger WIMMER et Patrick RONVAUX, premiers auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 août 2015.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 3 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 19 augustus 2015, een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 18 augustus 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX, staatsraad, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

De verslagen zijn uitgebracht door Roger WIMMER en Patrick RONVAUX, eerste auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 augustus 2015.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du fait que l'auteur de l'avant-projet a décidé d'omettre les articles 4, 7, 8, 11, 13, 17, 19, 71, 72, 87, 88 et 90 de l'avant-projet de loi, il y a lieu de renuméroter les autres articles de celui-ci.

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

La mention de l'avis du Conseil d'État sera omise.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

TITRE I. – DISPOSITION GÉNÉRALE

Ce titre n'appelle aucune observation.

TITRE II. – DISPOSITIONS MODIFICATIVES

Chapitre I. – Modification de la loi du 20 janvier 1971 'portant approbation de la convention pour la reconnaissance réciproque des poinçons d'épreuves des armes à feu portatives et du règlement avec annexes I et II, faits à Bruxelles le 1^{er} juillet 1969'

Article 2

L'article 2 énonce de manière générale que la Convention 'pour la reconnaissance réciproque des poinçons d'épreuves des armes à feu portatives', en ce compris le règlement et ses annexes I et II qui en font partie intégrante, faits à Bruxelles le 1^{er} juillet 1969 et approuvés par la loi du 20 janvier 1971,

« n'est pas applicable aux armes et munitions faisant partie de l'équipement réglementaire des services de police ».

Selon le commentaire de la disposition, l'objectif poursuivi consiste à tenir compte du fait que les services de la police belge « utilise[nt] des munitions dépourvues de plomb », dont la plus grande légèreté aurait pour effet de nécessiter pour les besoins policiers une pression « supérieure à celle autorisée par les normes de la Commission Internationale Permanente pour

l'épreuve des armes à feu portatives (C.I.P.) », instituée par la Convention précitée. Ce commentaire indique également ce qui suit :

« La convention C.I.P. contient une disposition qui prévoit que les États signataires prennent les dispositions nécessaires pour prévoir l'application des normes C.I.P. dans leur droit national. Le fait d'être signataire de la Convention C.I.P. n'empêche toutefois pas les États d'en moduler l'application dans leur droit interne. Ainsi, l'Allemagne, signataire de la Convention C.I.P., rend les normes C.I.P. applicables aux munitions utilisées par les particuliers, mais a adopté des normes techniques spécifiques pour la police, permettant une pression maximale dans la chambre, supérieure à celle préconisée par la C.I.P. Le projet d'article vise en conséquence à déroger, pour les seuls services de police, aux normes de la C.I.P. qui se sont avérées, suite à l'analyse de cas concrets, insuffisantes au regard de l'opérationnalité exigée par les missions des services de police ».

Contrairement à ce qu'indique le commentaire, aucune disposition de la Convention n'autorise toutefois les États signataires à émettre des réserves, ni, *a fortiori*, à prévoir que les règles instituées par la Convention ou en vertu de celle-ci ne seraient pas applicables aux armes et munitions visées par la Convention pour le motif qu'elles feraient partie de l'équipement de services déterminés.

La section de législation se demande au demeurant si les raisons invoquées par le commentaire de l'article rendent bien nécessaires que la Convention en question soit rendue inapplicable aux armes et munitions faisant partie de l'équipement réglementaire des services de police. Cette convention a en effet seulement pour objet la reconnaissance réciproque des poinçons de bancs d'épreuves et il se conçoit difficilement que la Belgique décide unilatéralement que les armes et munitions faisant partie de l'équipement réglementaire des services de police portent un poinçon semblable à celui des autres armes et munitions si elles ne satisfont pas aux normes fixées par et en vertu de cette Convention pour que ces poinçons soient reconnus sur le territoire des autres parties contractantes. L'auteur de l'avant-projet s'interrogera si l'objectif poursuivi ne peut pas être atteint, sans méconnaître les engagements internationaux de la Belgique, par une modification de la réglementation établie par ou en vertu de la loi du 24 mai 1888 'portant réglementation de la situation du banc d'épreuves des armes à feu établie à Liège', de manière à ce que les armes et munitions des services de police ne doivent pas être marquées des poinçons dont la reconnaissance sur le territoire des autres Parties contractantes implique qu'ils doivent satisfaire aux règles fixées par ou en vertu de la Convention.

Chapitre II. – Modifications de la loi sur la fonction de police

Article 9

Selon le commentaire de l'article, l'objectif de la disposition en projet est de préciser que la décision de dispersion des attroupements visés à l'article 22, alinéa 2, de la loi 'sur la fonction de police', peut être prise tant par l'autorité administrative que par le fonctionnaire de police chargé de la direction opérationnelle des services d'ordre.

La disposition de la loi en projet va toutefois au-delà de cette intention car elle tend à rendre cette décision de dispersion facultative dans le chef de cette autorité ou de ce fonctionnaire de police. Dans le texte actuel de la loi, lorsque les attroupements présentent les caractéristiques décrites à l'alinéa 2 en question, ils doivent être dispersés par les services de police. Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet n'est effectivement pas de rendre cette dispersion facultative, mais seulement de préciser quelles sont les autorités qui sont habilitées à constater que les attroupements présentent les caractéristiques définies par la loi pour devoir être dispersés, mieux vaudrait remplacer dans l'article 22, alinéa 2, de la loi 'sur la fonction de police' les mots « sont chargés de disperser » par les mots « dispersent, sur décision de ... (la suite comme à l'avant-projet) ».

Article 12

Selon l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet,

« Les fonctionnaires de police peuvent, dans les lieux qui leur sont légalement accessibles, soustraire à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur les objets ou les animaux qui présentent un danger pour la vie ou l'intégrité physique des personnes ou pour l'ordre public, aussi longtemps que les nécessités de la protection des personnes ou l'ordre public l'exigent ».

Dans l'exposé des motifs, il est précisé que l'application stricte de l'article 30, tel qu'actuellement rédigé, implique que la saisie administrative n'est possible que lorsque la tranquillité publique l'exige et qu'il convient d'adapter cette disposition car, lorsque les objets ou des animaux présentent un danger pour la vie où l'intégrité physique des personnes ou la sécurité des biens, c'est le maintien de la sécurité publique et la protection des personnes qui est en jeu.

Or, la notion d'ordre public, qui est utilisée dans le dispositif en projet, est une notion trop générale – et en tout cas plus large que celle de sécurité publique ou de protection des personnes – pour pouvoir justifier une mesure préventive de police telle que celle qui est envisagée.

Il convient dès lors de revoir l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet.

Article 18

L'article 41, § 1^{er}, de la loi 'sur la fonction de police' a été remplacé par l'article 2 de la loi du 4 avril 2014 'modifiant l'article 41 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en vue de garantir l'identification des fonctionnaires de police et agents de police tout en améliorant la protection de leur vie privée'.

L'article 3 de cette loi a habilité le Roi à fixer son entrée en vigueur.

Par conséquent, il y a lieu de compléter l'article 103 de l'avant-projet de loi afin d'habiliter le Roi à fixer l'entrée en vigueur de l'article 18 de l'avant-projet de loi.

Chapitre III. – Modifications de la loi organique du 30 novembre 1998 ‘des services de renseignement et de sécurité’

Article 26

La section de législation se demande pourquoi, à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 30 novembre 1998, les mots « et de protection des personnes » ne sont pas supprimés compte tenu du transfert de cette mission telle que prévue par l'avant-projet.

Chapitre IV. – Modifications de la loi du 7 décembre 1998 ‘organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux’

Article 36

Article 91/14 en projet de la loi du 7 décembre 1998

L'article 22bis, § 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 ‘organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux’ dispose :

« Les conseils de police des zones de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale doivent comprendre au moins le nombre suivant de membres du groupe linguistique néerlandais :

- deux pour la zone de Uccle, Auderghem et Watermael-Boitsfort ;
- quatre pour la zone d'Anderlecht, Forest et Saint-Gilles ;
- trois pour la zone de Molenbeek-Saint-Jean, Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette et Koekelberg ;
- quatre pour la zone de Bruxelles et Ixelles ;
- quatre pour la zone de Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode et Evere ;
- deux pour la zone d'Etterbeek, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre ».

Le nombre de membres du groupe linguistique néerlandais avait été justifié comme suit dans les travaux préparatoires :

« L'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale compte six zones de police qui sont chacune administrées par un conseil de police. L'article 22bis, § 1^{er}, proposé, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (dénommée ci-après la loi Octopus) tend à faire en sorte qu'il y ait, dans chaque conseil de police, au moins un membre du groupe linguistique néerlandais par commune. En fonction du nombre d'habitants des communes concernées, on déroge toutefois à ce principe dans le cas de certaines zones. C'est ainsi que le conseil de police de la zone de Uccle, Auderghem et Watermael-Boitsfort doit compter au moins deux membres du groupe linguistique néerlandais, tandis que celui de la zone d'Anderlecht, Forest et Saint-Gilles doit en compter au moins quatre.

Au total, les six conseils de police doivent compter au moins 19 membres du groupe linguistique néerlandais, donc en moyenne un par commune » ¹.

¹ Doc. parl., Sénat, 2000-2001, n° 2-740/4, p. 4.

La disposition en projet a pour effet d'augmenter cette représentation garantie du groupe linguistique néerlandais, par rapport à la représentation du groupe linguistique français, lorsqu'une ou plusieurs des communes d'une zone dans laquelle cette représentation garantie du groupe linguistique néerlandais est de trois ou quatre membres rejoindra une zone composée par ailleurs exclusivement de communes appartenant actuellement à une zone où cette représentation garantie est inférieure.

Dans la mesure où un mécanisme de représentation garantie tend à déroger au principe d'égalité en vue d'assurer la protection d'une minorité, il ne se conçoit pas que l'importance de cette représentation garantie ne soit pas fixée par la loi elle-même mais soit tributaire des décisions prises par les communes et par le Roi pour la composition des zones de police.

La disposition sera revue pour tenir compte de cette observation.

Article 46

Article 257quinquies/12 en projet de la loi du 7 décembre 1998

L'article 257quinquies/12 en projet de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' subordonne l'« approbation » de plusieurs actes par les conseils communaux concernés à la « proposition » préalable des chefs de corps des zones de police anciennes.

Pareil régime empêcherait l'adoption de ces actes en cas d'absence de proposition émanant des chefs de corps ou de divergence entre celle-ci et le souhait des organes politiques concernés, ce qui n'est pas admissible.

Il convient de remplacer l'exigence d'une proposition par celle d'un avis. Par la même occasion, le texte prévoira « l'adoption » des actes mentionnés plutôt que leur « approbation ».

Chapitre V. – Modification de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'

Chapitre VI. – Modifications de la loi du 24 mars 1999 'organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police'

Chapitre VII. – Modifications de la loi du 13 mai 1999 'portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police'

Chapitre VIII. – Modification de la loi du 30 mars 2001 'relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit'

Chapitre IX. – Modifications de l'arrêté royal du 30 mars 2001 'portant la position juridique du personnel des services de police (« PJPol »)'

Chapitre X. – Modifications de la loi du 26 avril 2002 ‘relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police’

Chapitre XI. – Modifications de la loi du 6 mai 2002 ‘portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale’

Chapitre XII. – Modification de la loi-programme du 2 août 2002

Chapitre XIV. – Modifications de la loi du 15 mai 2007 ‘sur l’Inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police’

Chapitre XV. – Modification de la loi du 30 août 2013 ‘portant le Code ferroviaire’

Chapitre XVI. – Modification de la loi du 18 mars 2014 ‘relative à la gestion de l’information policière et modifiant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l’égard des traitements de données à caractère personnel et le Code d’instruction criminelle’

Chapitre XVII. – Modification de la loi organique du 18 juillet 1991 ‘du contrôle des services de police et de renseignement et de l’organe de coordination pour l’analyse de la menace’

Chapitre XVIII. – Modifications de la loi du 11 décembre 1998 ‘portant création d’un organe de recours en matière d’habilitations, d’attestations et d’avis de sécurité’

Ces chapitres n’appellent aucune observation.

TITRE III. – DISPOSITIONS DIVERSES

Ce titre n’appelle aucune observation.

TITRE IV. – DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 101

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, de la version française, les mots « de cette loi » doivent être remplacés par les mots « de la présente loi ».
2. Au paragraphe 2 de la version française, les mots « sur les » doivent être remplacés par « aux ».

Dans la version néerlandaise du même paragraphe, il y a lieu d’écrire « de volgende artikelen » au lieu de « de gende artikelen ».

Article 103

Afin d'éviter que l'entrée en vigueur de la loi ne puisse être indéfiniment tenue en suspens, il convient de déterminer une date à partir de laquelle la loi entrera en vigueur dans l'hypothèse où le Roi ne serait pas intervenu entretemps ².

Il est également renvoyé à l'observation formulée sur l'article 18 de l'avant-projet.

*

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 154 à 154.1.2 et formule F 4-5-2-4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Aangezien de steller van het voorontwerp heeft beslist om de artikelen 4, 7, 8, 11, 13, 17, 19, 71, 72, 87, 88 en 90 van het voorontwerp weg te laten, moeten de overige artikelen ervan worden vernummerd.

INDIENINGSBESLUIT

De vermelding van het advies van de Raad van State moet vervallen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

TITEL I – ALGEMENE BEPALING

Bij deze titel zijn geen opmerkingen te maken.

TITEL II – WIJZIGINGSBEPALINGEN

Hoofdstuk I. — Wijziging van de wet van 20 januari 1971 'houdende goedkeuring van de overeenkomst tot wederzijdse erkenning van de beproevingsstempels voor draagbare vuurwapens en van het reglement met bijlagen I en II, opgemaakt te Brussel op 1 juli 1969'

Artikel 2

Artikel 2 stelt op algemene wijze dat de overeenkomst 'tot wederzijdse erkenning van de beproevingsstempels voor draagbare vuurwapens', inclusief het reglement met bijlagen I en II die hiervan een integrerend deel uitmaken, opgemaakt te Brussel op 1 juli 1969 en goedgekeurd bij de wet van 20 januari 1971,

“niet van toepassing [is] op de wapens en munitie die tot de reglementaire uitrusting van de politiediensten behoren”.

Volgens de bespreking van de bepaling is het de bedoeling rekening te houden met het feit dat de Belgische politiediensten gebruikmaken van “loodvrije munitie” die lichter is, “waardoor de druk in de kamer van het wapen” - die noodzakelijk is om aan de politionele noden

te beantwoorden – “hoger moet zijn dan die welke is toegelaten door de normen opgelegd door de Vaste Internationale Commissie ter beproeving van de draagbare vuurwapens (C.I.P.)” welke Commissie is opgericht bij de voornoemde overeenkomst. In de bespreking van dat artikel wordt tevens het volgende aangegeven:

“De overeenkomst C.I.P. bevat een bepaling die erin voorziet dat de ondertekenende Lidstaten de nodige wettelijke initiatieven moeten nemen om de toepassing van de C.I.P.-normen om te zetten naar nationaal recht. Aldus maakt Duitsland, dat de Overeenkomst C.I.P. heeft medeondertekend, de C.I.P.-normen toepasselijk op de door particulieren gebruikte munitie, maar heeft specifieke technische normen aangenomen voor de politie, die een hogere maximale druk in de kamer van het wapen toelaten dan die welke is voorgeschreven door de C.I.P.-normen. Het ontwerpartikel beoogt derhalve een afwijking voor de politiediensten op de C.I.P.-normen, welke, op basis van de analyse van concrete gevallen, ontoereikend zijn gebleken in het licht van de operationaliteit die wordt vereist bij de opdrachten van de politiediensten”.

In tegenstelling tot wat wordt aangegeven in de bespreking, voorziet geen enkele bepaling van de overeenkomst evenwel in de mogelijkheid voor de ondertekenende lidstaten om een voorbehoud te maken, of, *a fortiori*, erin te voorzien dat de bij of krachtens de overeenkomst ingevoerde regelgeving niet van toepassing zou zijn op de wapens en munitie die onder de overeenkomst vallen, om de reden dat ze deel zouden uitmaken van de uitrusting van welbepaalde diensten.

De afdeling Wetgeving vraagt zich overigens af of het op grond van de redenen die worden aangehaald in de bespreking van het artikel, wel echt noodzakelijk is de desbetreffende overeenkomst niet van toepassing te verklaren op de wapens en munitie die tot de reglementaire uitrusting van de politiediensten behoren. Die overeenkomst beoogt immers alleen de wederzijdse erkenning van de beproevingsstempels en het is moeilijk denkbaar dat België eenzijdig beslist dat de wapens en munitie die tot de reglementaire uitrusting van de politiediensten behoren, een stempel dragen dat soortgelijk is als het stempel dat de andere wapens en munitie dragen, als die wapens en munitie niet voldoen aan de bij en krachtens die overeenkomst vastgestelde normen voor erkenning van die stempels op het grondgebied van de andere overeenkomstsluitende partijen. De steller van het voorontwerp dient zich af te vragen of het nagestreefde doel niet kan worden bereikt door de regeling die is vastgesteld bij of krachtens de wet van 24 mei 1888 ‘houdende regeling van de toestand van de proefbank voor vuurwapens gevestigd te Luik’, zodanig te wijzigen dat de internationale verbintenissen van België niet worden geschonden en dat de wapens en munitie van de politiediensten geen stempels hoeven te dragen waarvan de erkenning op het grondgebied van de andere overeenkomstsluitende partijen inhoudt dat ze moeten voldoen aan de regeling die is vastgesteld bij of krachtens de overeenkomst.

Hoofdstuk II. – Wijzigingen van de wet op het politieambt

Artikel 9

Uit de bespreking van het artikel blijkt dat de ontworpen bepaling tot doel heeft te verduidelijken dat de beslissing om de samenscholingen bedoeld in artikel 22, tweede lid, van de

wet 'op het politieambt' uiteen te drijven, kan worden genomen door zowel de bestuurlijke overheid als de politieambtenaar die is belast met de operationele leiding van de ordedienst.

De bepaling van de ontworpen wet reikt echter verder dan die intentie, aangezien ze ertoe strekt de beslissing tot uiteendrijving tijdens de bestuurlijke overheid of die politieambtenaar facultatief te maken. In de huidige tekst van de wet moeten de samenscholingen worden uiteengedreven door de politiediensten als ze de kenmerken vertonen die zijn beschreven in het desbetreffende tweede lid. Als de steller van het voorontwerp inderdaad niet de bedoeling heeft om die uiteendrijving facultatief te maken, maar alleen wil verduidelijken welke autoriteiten zijn gemachtigd om vast te stellen dat de samenscholingen de in de wet gedefinieerde kenmerken vertonen op grond waarvan ze uiteengedreven moeten worden, zou het beter zijn om in artikel 22, tweede lid, van de wet 'op het politieambt' de woorden "Zij zijn belast met het uiteendrijven van" te vervangen door de woorden "Op beslissing van de ... gaan zij over tot het uiteendrijven van: ... [voorts zoals in het voorontwerp]."

Artikel 12

Het ontworpen artikel 30, § 1, eerste lid, luidt als volgt:

"De politieambtenaren mogen, in de plaatsen waartoe zij wettelijk toegang hebben, de voorwerpen of dieren die een gevaar betekenen voor het leven of de lichamelijke integriteit van personen of voor de openbare orde aan het vrije beschikkingsrecht van de eigenaar, de bezitter of de houder onttrekken, zolang zulks met het oog op de bescherming van personen of van de openbare orde vereist is".

In de memorie van toelichting wordt uiteengezet dat de strikte toepassing van het huidige artikel 30 impliceert dat de bestuurlijke inbeslagneming enkel mogelijk is wanneer de openbare rust het vereist, en dat deze bepaling moet worden aangepast omdat, wanneer voorwerpen of dieren een gevaar betekenen voor het leven of de lichamelijke integriteit van personen of de veiligheid van goederen, de handhaving van de openbare veiligheid en de bescherming van personen op het spel staan.

Het begrip "openbare orde", dat in het ontworpen dispositief wordt gehanteerd, is echter te algemeen - en in ieder geval ruimer dan het begrip "openbare veiligheid" of "bescherming van personen" - om een preventieve politiemaatregel zoals die hier wordt overwogen, te kunnen verantwoorden.

Het ontworpen artikel 30, § 1, eerste lid, moet dan ook worden herzien.

Artikel 18

Artikel 41, § 1, van de wet "op het politieambt" is vervangen bij artikel 2 van de wet van 4 april 2014 'tot wijziging van artikel 41 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, met het oog op het waarborgen van de identificatie van de politieambtenaren en politieagenten en de betere bescherming van hun persoonlijke levenssfeer'.

Artikel 3 van die wet machtigt de Koning om de datum van inwerkingtreding ervan te bepalen.

Artikel 103 van het voorontwerp van wet moet dan ook worden aangevuld teneinde de Koning te machtigen om de datum van inwerkingtreding van artikel 18 van het voorontwerp van wet te bepalen.

Hoofdstuk III. – Wijzigingen van de wet van 30 november 1998 ‘houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst’

Artikel 26

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom in artikel 6, § 1, van de wet van 30 november 1998 de woorden “en de bescherming van personen” niet worden weggelaten, gelet op de overheveling van die opdracht zoals bedoeld in het voorontwerp.

Hoofdstuk IV. – Wijzigingen van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus’

Artikel 36

Ontworpen artikel 91/14 van de wet van 7 december 1998

Artikel 22bis, § 1, van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’ bepaalt:

“De politieraden van de zones van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad moeten ten minste het volgende aantal leden van de Nederlandse taalgroep omvatten:

- twee voor de zone van Ukkel, Oudergem en Watermaal-Bosvoorde;
- vier voor de zone Anderlecht, Vorst en Sint-Gillis;
- drie voor de zone van Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette en Koekelberg;
- vier voor de zone van Brussel en Elsene;
- vier voor de zone van Schaarbeek, Sint-Joost-ten-Node en Evere;
- twee voor de zone van Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe”.

Het aantal leden van de Nederlandse taalgroep was in de parlementaire voorbereiding verantwoord als volgt:

“Het administratief arrondissement Brussel Hoofdstad telt zes politiezones die elk door een politieraad worden bestuurd. In het voorgestelde artikel 22bis, § 1, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, (hierna : de Octopuswet) is gepoogd om in elke politieraad te voorzien in ten minste één lid van de Nederlandse taalgroep per gemeente. Afhankelijk van het aantal

inwoners van de betrokken gemeenten, wordt voor bepaalde zones evenwel van dit principe afgeweken. Zo moet de politieraad van de zone van Ukkel, Oudergem en Watermaal Bosvoorde ten minste twee leden van de Nederlandse taalgroep omvatten, terwijl die van de zone van Anderlecht, Vorst en Sint-Gillis er ten minste vier moet tellen.

In totaal moeten de zes politieraden ten minste 19 leden van de Nederlandse taalgroep omvatten, dus gemiddeld één per gemeente”.¹

De ontworpen bepaling heeft tot gevolg dat die gewaarborgde vertegenwoordiging van de Nederlandse taalgroep ten opzichte van de vertegenwoordiging van de Franse taalgroep wordt verhoogd wanneer een of meerdere van de gemeenten van een zone waarin de gewaarborgde vertegenwoordiging van de Nederlandse taalgroep bestaat uit drie of vier leden zal worden gevoegd bij een zone die overigens uitsluitend bestaat uit gemeenten die thans tot een zone behoren waarin die gewaarborgde vertegenwoordiging lager is.

In zoverre een mechanisme van gewaarborgde vertegenwoordiging ertoe strekt af te wijken van het gelijkheidsbeginsel met het oog op het beschermen van een minderheid, is het ondenkbaar dat het belang van die gewaarborgde vertegenwoordiging niet wordt vastgesteld bij de wet zelf, maar afhangt van de beslissingen die de gemeenten en de Koning nemen voor de samenstelling van de politiezones.

De bepaling dient te worden herzien teneinde rekening te houden met die opmerking.

Artikel 46

Ontworpen artikel 257quinquies/12 van de wet van 7 december 1998

Het ontworpen artikel 257quinquies/12 van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’ stelt de “goedkeuring” van verschillende handelingen van de betrokken gemeenteraden afhankelijk van het voorafgaande “voorstel” van de korpschefs van de vorige politiezones.

Een dergelijke regeling zou, bij ontstentenis van een voorstel van de korpsoversten of als er een discrepantie is tussen dat voorstel en de wens van de betrokken politieke organen, verhinderen dat die handelingen worden aangenomen wat niet aanvaardbaar is.

Het vereiste dat een voorstel wordt gedaan dient te worden vervangen door het vereiste dat een advies wordt gegeven. Tegelijkertijd moet de tekst bepalen dat de vermelde handelingen worden “aangenomen” in plaats van “goedgekeurd”.

¹ Parl.St. Senaat, 2000-2001, nr. 2-740/4, p. 4.

Hoofdstuk V. – Wijziging van de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’

Hoofdstuk VI. – Wijzigingen van de wet van 24 maart 1999 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten’

Hoofdstuk VII. – Wijzigingen van de wet van 13 mei 1999 ‘houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten’

Hoofdstuk VIII. – Wijziging van de wet van 30 maart 2001 ‘betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden’

Hoofdstuk IX. – Wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 “tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (“RPPol”)

Hoofdstuk X. – Wijzigingen van de wet van 26 april 2002 ‘houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten’

Hoofdstuk XI. – Wijzigingen van de wet van 6 mei 2002 ‘tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid’

Hoofdstuk XII. – Wijziging van de programmawet van 2 augustus 2002

Hoofdstuk XIV. – Wijzigingen van de wet van 15 mei 2007 ‘op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten’

Hoofdstuk XV. – Wijziging van de wet van 30 augustus 2013 ‘houdende de Spoorcodex’

Hoofdstuk XVI. – Wijziging van de wet van 18 maart 2014 ‘betreffende het politionele informatiebeheer en tot wijziging van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en het Wetboek van strafvordering’

Hoofdstuk XVII. – Wijziging van de wet van 18 juli 1991 ‘tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse’

Hoofdstuk XVIII. – Wijzigingen van de wet van 11 december 1998 ‘tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’

Die hoofdstukken geven geen aanleiding tot opmerkingen.

TITEL III. – DIVERSE BEPALINGEN

Die titel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

TITEL IV. – OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Artikel 101

1. In paragraaf 1, vijfde lid, van de Franse tekst dienen de woorden “de cette loi” te worden vervangen door de woorden “de la présente loi”.
2. In paragraaf 2 van de Franse tekst dienen de woorden “sur les” te worden vervangen door het woord “aux”.

In de Nederlandse tekst van dezelfde paragraaf schrijve men “de volgende artikelen” in plaats van “de gende artikelen”.

Artikel 103

Om te voorkomen dat de inwerkingtreding van de wet eindeloos wordt uitgesteld, dient een datum te worden vastgesteld waarop de wet in werking treedt tenzij de Koning intussen zou hebben ingegrepen.²

Er wordt eveneens verwezen naar de opmerking over artikel 18 van het voorontwerp.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 154 tot 154.1.2 en formule F 4-5-2-4.